Le territoire de Signes a été le cadre de plusieurs des épisodes les plus tragiques que le Var ait connus pendant la dernière guerre. C'est à un tableau rapide de ces épisodes que nous allons essayer de nous livrer.

Un village dans la tourmente

Mais il est bon tout d'abord de présenter le village et quelques aspects de sa vie propre entre 1940 et 1944.

En 1941, Signes compte 1 037 habitants. Parmi les chefs de famille sont recensés 182 agriculteurs, 180 ouvriers, 9 artisans, 19 commerçants, 6 fonctionnaires, 3 membres des professions libérales et 7 "divers". C'est donc un village qui vit d'abord des ressources de ses champs et de ses forêts. Sa population agricole est préoccupée par le manque de produits nécessaires à l'entretien des vignes, par le manque de moyens de communication commodes pour écouler les productions, par les fléaux climatiques - le froid très rude des hivers 1940-1941 et surtout 1941-1942, la sécheresse qui sévit durant ces années-là (notamment de 1943 à 1945) - et les incendies de forêt (un grand incendie en août 1940 et un autre qui brûle du 12 au 18 août 1943 avant d'être circonscrit à Limattes).

La population est de tradition républicaine. Elle a donné en 1936 une large majorité au candidat du Front Populaire, le communiste Bartolini. Mais la municipalité élue en 1935 est plutôt à droite. Présidée par M. Bonnefoy, elle réunit des modérés et des radicaux-socialistes.

Le village compte 16 prisonniers de guerre. S'y ajouteront en 1943 trois requis par le STO.

En 1940, le domaine de Chibron, loué par les autorités militaires depuis 1935, sert d'abord à abriter des réfugiés belges. Mais le 20 juin 1940, il devient camp d'internement pour les communistes repliés des zones envahies et pour ceux de toute la région, mélangés à une trentaine de condamnés de droit commun. Il y a beaucoup de militants connus parmi eux (comme Célestin Freinet, fondateur de la méthode pédagogique qui porte son nom, qui fait partie du contingent des internés originaires des Alpes-Maritimes) ou qui le seront plus tard, notamment grâce à leur action dans la Résistance. Le camp fonctionne jusqu'au 14 février 1941. Au total, 721 internés passent par Chibron. Son effectif tourne généralement autour de 490 personnes (pour 536 places). Les conditions de détention sont pénibles au début car la surveillance est rigoureuse et certains gardiens se font remarquer par leur brutalité. Le jour du 14 juillet, les internés ont entonné La Marseillaise au moment du lever des couleurs. Pour les punir, le responsable militaire en fit passer cinq à tabac le soir même. L'organisation est militaire - c'est officiellement la 150^e compagnie de travailleurs militaires - et le régime est celui des Bataillons d'Afrique. Cependant les internés et leur encadrement se distinguent à la fin août alors qu'un

violent incendie de forêt ravage la commune. Le maire les félicite le 27 août.

Beaucoup d'internés n'ont rien pour se protéger des intempéries. Ils couchent à six par châlit de quatre dans des conditions d'hygiène déplorables. La dysenterie s'installe d'autant plus facilement qu'après l'armistice, le ravitaillement devient insuffisant. Ces difficultés provoquent d'ailleurs une grève de la faim à l'automne et l'inspection du camp. Chibron passe bientôt, comme les autres camps, sous administration civile. La surveillance se relâche alors beaucoup. Les internés fréquentent le village. Quelques-uns s'évadent. Une organisation clandestine fonctionne à l'intérieur du camp en liaison avec l'organisation communiste clandestine de Marseille et de Toulon. Finalement le camp est fermé et les internés sont répartis entre Saint-Sulpice-la-Pointe (401) et Fort-Barraux pour les plus "dangereux" (123).

La plupart des anciens combattants de la commune ont adhéré à la Légion (87 adhérents pour 95 anciens combattants) qui paraît prendre la suite des associations d'avant-guerre. Mais le sectarisme dont elle fait preuve la rend rapidement odieuse. Elle est dirigée par un colonel de l'artillerie coloniale en retraite, habitant Toulon et venu résider à Signes à sa nomination. Il espère être nommé maire du village et s'entend mal avec le titulaire de la fonction. De plus, son attitude autoritaire provoque la démission du secrétaire et du trésorier de la Légion.

Quelques incidents mineurs émaillent la vie du village. L'hôtel des Acacias rompt la monotonie en organisant des bals (ce qui est interdit). Il est dénoncé par des lettres anonymes (novembre et décembre 1941).

D'autres incidents témoignent des tensions qui opposent les fidèles du Maréchal et une fraction de plus en plus importante qui soutient la Résistance. Dans la nuit du 6 avril 1941, plusieurs inscriptions gaullistes sont tracées à la craie sur diverses façades ("Vive de Gaulle - celui qui l'effacera est un traître", "Vive Blum", "Vive la R.A.F."). La date a été bien choisie car le lendemain doit avoir lieu la prestation de serment de la section locale de la Légion ! Le 25 juin suivant, à nouveau, d'autres inscriptions gaullistes sont faites sur le mur de la coopérative. Mais cette fois-ci, les auteurs sont arrêtés. Il s'agit d'un groupe de dix jeunes garçons, âgés de 16 à 20 ans, appartenant aux Compagnons de France qui ont élu domicile dans la commune. À l'origine, les Compagnons sont une organisation vichyste, mais beaucoup des jeunes qui en font partie sont originaires de la zone occupée et leurs sentiments les poussent vite du côté de la Résistance. Les jeunes gens sont écroués, mais les cinq mineurs considérés comme ayant agi sans discernement, sont relaxés par le tribunal correctionnel le 12 juillet, par contre les cinq plus âgés sont condamnés à 15 jours de prison. Le 28 mai 1943, ce sont encore cinq jeunes de 18 à 20 ans qui narguent les soldats italiens stationnant dans la commune. Travestis, ils font une sorte de charivari en leur criant que le débarquement vient d'avoir lieu. Cette mascarade provoque les plaintes du lieutenant italien et de ce qui reste de la Légion qui ne perd pas une occasion pour se distinguer.

On ne signale plus d'autres faits de ce genre par la suite. Le village étant assez à l'écart, le groupe local de Résistance s'organise discrètement. Tracts et journaux clandestins circulent sans attirer l'attention. En 1943 et surtout 1944, ce groupe est grossi par des réfugiés de Toulon ou La Seyne, parmi lesquels Roger Remay, garagiste à Saint-Mandrier où il a été l'un des premiers à participer à la Résistance (mouvement Libération). Se réfugie également au village le substitut du procureur de la République de Toulon, Charles Dubosc, membre de Libération lui aussi, recherché par les Allemands et futur délégué français au tribunal international de Nuremberg. Le café tenu par le garde-champêtre Jules Sansonnetti sert un peu de point de ralliement. C'est là qu'avait été mené un aviateur récupéré dans les bois après avoir pu sauter de son avion abattu par la DCA (ce devait être le jour du premier bombardement de Toulon, le 24 novembre 1943 ; l'avion s'est écrasé dans la colline avec le pilote). C'est là aussi que les maquisards venaient au ravitaillement.

Au moment de l'occupation, les instruments scientifiques de Louis Lumière ont été cachés dans le village. C'est ce que rappelle une plaque. Remarquons cependant que Louis Lumière qui résidait à Bandol n'avait pas à craindre grand chose des occupants. Membre du Conseil National de Vichy, il a été l'une des cautions varoises les plus prestigieuses de ce régime, y compris dans sa version fasciste. En effet, il a apporté son aide à la création de la Milice varoise en février 1943.

Les événements tragiques de 1944

LIMATTES

Le massif des Maures a vu naître l'un des premiers et l'un des plus importants maquis de la région : le camp Faïta, devenu fin 1943 la 1^{re} compagnie FTPF de Provence. Menacée par la répression, attaquée par les GMR et les Allemands, traquée par les auxiliaires français de l'occupant, la compagnie éclate en détachements à l'automne 1943. Ils se dispersent dans le Var moyen. L'un d'eux, le détachement Guy Môquet (d'autres sources l'appellent Marat) vient vers la mi-novembre s'installer à Limattes. On espère encore que le débarquement aura lieu dans peu de temps et il est important de ne pas trop s'éloigner de Toulon. Ce groupe dirigé par Paul Rossi (jeune FTP d'Argenteuil qui a pu fuir la zone occupée et s'est réfugié à Saint-Raphaël avant de passer au maquis) comprend une douzaine de combattants déterminés, français ou d'origine italienne (immigrés et deux anciens militaires). À partir de là, ils opèrent des coups de main toujours loin de l'endroit où ils stationnent (jusque sur la côte des Maures). Le ravitaillement est assuré par des résistants du village.

Le maire vise probablement ce groupe quand, le 24 novembre, il signale aux autorités françaises la présence d'"étrangers" dans les environs. Il leur attribue de

nombreux vols de lapins, de ruches et de poules. Est-ce cette lettre qui attire l'attention de la police ? C'est probable. Les Renseignements généraux viennent enquêter. Leur rapport du 15 décembre ne signale pas de vols, mais confirme la présence d'un groupe de "réfractaires" dans les bois et signale que ce camp, situé au Jas de Laure, serait un camp de transit vers le reste du Var ou les Basses-Alpes (appréciation sans doute provoquée par les liaisons qui joignent les divers détachements de la compagnie entre eux). La police signale aussi que le groupe jouit de la connivence de la population qui reste "obstinément muette".

De nouvelles lettres parviennent aux autorités. Le 16 décembre, le maire avise les gendarmes. Le même jour, parvient à Draguignan une lettre anonyme sur le même sujet. Le 21 décembre, le préfet écrit au commandant de gendarmerie pour lui signaler cette présence et, le 27 décembre, il réitère : il évoque la présence de sept jeunes gens qui stationneraient aux Groupatières ainsi que les vols d'un mouton et d'un cochon (vols qu'il leur attribue à tort car ils n'en sont nullement les auteurs). Le préfet réclame une action immédiate contre eux.

L'action, ce sont les Allemands qui vont la mener le 2 janvier 1944. Mais il n'est pas sûr qu'il y ait un lien direct entre les dénonciations précédentes et cette attaque. Depuis octobre, stationne à Toulon puis Bandol un groupe de jeunes Français (si l'on peut dire) enrôlés au service des Allemands, spécialisés dans le repérage des maquis et leur infiltration en se faisant passer pour réfractaires. Il est fort possible que ce soit les éléments de ce groupe (dit groupe Brandebourg) qui soient à l'origine de l'attaque, car la présence des maquisards est connue ; ils ne se cachent guère ; certains fréquentent les bals de l'hôtel des Acacias. Conscients du danger, les responsables de la 1^e Compagnie ont inspecté le détachement la veille ou l'avant-veille de l'attaque et lui ont donné l'ordre de changer de lieu de stationnement.

Le fait est que le dimanche 2 janvier au petit matin le groupe est cerné dans la ferme de Limattes par environ 75 Allemands partis du Moulin du Gapeau où le propriétaire, suisse d'origine, les aurait accueillis. On entend tirer à partir de 9 h30, pendant 3/4 d'heure (d'autres sources disent 1 h30). Les maquisards tirent jusqu'à épuisement de leurs munitions et brisent les crosses de leurs armes pour qu'elles ne puissent plus être réutilisées par les Allemands. Ceux-ci auraient eu des pertes, mais on ignore leur nombre. Deux maquisards, Alexandre Strambio et Lucien Henon, de retour de mission ont été interceptés (l'un d'eux porte un uniforme pris sur la route de La Garde-Freinet, en décembre, aux gendarmes de Grimaud hostiles à la Résistance). Ils seront déportés (Henon n'en reviendra pas). Deux ou trois maquisards ont pu s'échapper ; les neuf autres sont faits prisonniers et fusillés avec le berger Honnorat qui se trouvait là. Les maquisards ont la tête criblée de balles, le berger a été touché au bas-ventre.

L'affaire fait grand bruit et soulève une émotion considérable. Les obsèques de certains des morts dans leur localité d'origine sont l'occasion de manifestations patriotiques imposantes. Ainsi, celles de Pierre Valcelli, retrouvé avec 36 impacts et un bras cassé, à Salernes le 7 janvier et celles de Serge Venturrucci au Luc, le 9.

Plusieurs journaux clandestins relatent l'affaire, notamment "Résistance", journal de la Résistance de l'arrondissement de Draguignan (dont le rédacteur en chef est Edouard Soldani). Son article, rédigé par Julien Cazelles, futur député, est utilisé par Maurice Schumann à la BBC quelques semaines plus tard, le 9 mars à 21 h 45. Quelques jours après, Philippe Henriot, chroniqueur patenté du régime à la radio officielle, tente de réagir en niant l'évidence, c'est-à-dire la réalité de la répression sanglante !

L'éloquence de Maurice Schumann a fait du massacre une épopée émouvante. À juste titre d'ailleurs. Les victimes ont été obligées de creuser elles-mêmes la fosse où l'on allait les fusiller. Le jour du drame, dans l'après-midi, Raoul Maunier a rencontré deux rescapés qui ne savaient pas ce qu'étaient devenus leurs camarades. L'un d'eux était-il Paul Rossi ? Celui-ci, blessé à la fesse, aurait été caché par Sansonnetti, opéré là par le docteur Sauvet de La Seyne, puis envoyé à Saint-Tropez pour être soigné. Accompagné de deux autres résistants qui ravitaillaient le maquis, Sansonnetti et Ludovic Basset, Maunier est monté aux Limattes le lendemain pour voir ce qu'il en était. Les trois hommes sont redescendus aviser le maire qui a lui-même averti la préfecture. Mais ce n'est que le mercredi 5 janvier que le charnier est trouvé par Sansonnetti et les gendarmes, à 300 mètres de la ferme, repéré par les pieds qui en émergent. Le lendemain, lorsqu'ils remontent avec le Parquet de Toulon, ils ont la surprise de voir les cadavres déterrés, étendus sur l'herbe, recouverts d'une couverture, chacun portant épinglée une feuille de papier avec son nom. Un gendarme fait des photos, mais les Allemands lui confisquent l'appareil et la pellicule. Les corps sont descendus au village et enterrés ce jour-là.

Parmi les FTP qui ont pu s'échapper, se trouve Lucien Jandrew dit "Le Tatoué". C'est lui qui aurait déterrés les victimes. Il a rejoint le reste du maquis vers Agnis. Mais cet individu indiscipliné, déjà suspect aux yeux de ses camarades avant l'affaire, revient à Signes où il est pris par les Allemands. Est-il alors "retourné" ? Plusieurs de ses anciens camarades pensent qu'il trahissait avant. Quoi qu'il en soit, sa trahison va causer de lourdes pertes à ses anciens camarades. Repérés par un de ces faux maquisards français auxiliaires des occupants qui s'est présenté comme chef résistant chargé de remettre un secours aux familles des victimes, Basset et Sansonnetti sont arrêtés le même jour que lui, le 9 janvier, à l'Hôtel des Acacias. D'après la police, le 7 janvier, un individu s'est fait transporter d'Ollioules à Signes par un camion pour aller remettre, a-t-il dit au chauffeur, 50 000 F aux familles des victimes. Il se prétend chef des réfractaires, mais le chauffeur refuse de le mettre en relation avec la Résistance. A l'Hôtel des Acacias, l'individu dit qu'il faut venger les victimes et veut fournir des armes pour ça. Il est vu avec Basset et Sansonnetti pendant l'enterrement des maquisards. C'est le lendemain soir qu'il leur donne rendez-vous à l'hôtel des Acacias et qu'il les fait arrêter. Il aurait su par un jeune garçon qu'un réfractaire blessé légèrement se trouvait à Signes. C'est de cette façon qu'il aurait repéré Jandrew.

Basset et Sansonnetti mourront en déportation (Ferrero François qui ravitaillait les

FTP est également l'une des victimes de la répression de l'occupant, mais j'ignore la date et les circonstances de son arrestation).

Plusieurs habitants de Signes sont soupçonnés d'être responsables du drame. Le 4 mai à 21h30, les FTP exécutent le receveur-buraliste dont le fils a été accusé d'avoir guidé les Allemands.

Liste des tués de Limattes:

ALPHONSO, officier aviateur de l'armée italienne.

BATTAGLIA Paul, 23 ans, ouvrier tailleur, Sainte-Maxime.

GIANNA Joseph,

HONNORAT Ambroise, 67 ans, berger.

HUON Amédée, 22 ans, région parisienne, pompier.

JOANNI Yvan, Savoie, maître skieur.

LAFONT Georges, 21 ans, matelot, originaire de Gironde.

PERRUCCA Jean, 24 ans, originaire de Savoie.

VALCELLI Pierre, 22 ans, ouvrier céramiste, Salernes.

VENTURUCCI Serge, 22 ans, ouvrier boulanger, Le Luc.

SIOU-BLANC

Le Comité départemental de Libération a confié au chef départemental des FFI, le capitaine Salvatori, le soin de mettre en place un maquis proche de Toulon pour intervenir rapidement le jour où l'ordre de mobilisation serait reçu. Cet ordre, qui devait précéder de peu un débarquement en Méditerranée, accompagne en fait le 6 juin 1944. Près de 500 maquisards de Toulon et des environs se rassemblent donc aux emplacements prévus dans l'attente du débarquement que l'on croit imminent en Méditerranée (ferme de Siou-Blanc, la citerne du gouvernement, Valbelle et Fiéraquet). Le centre des Compagnons de France de la Pinède replié à Chibron est "attaqué" le 8 juin à 10h30 pour récupérer des couvertures, des vivres, du matériel de cuisine et une camionnette. Plusieurs jeunes ainsi que deux gendarmes des Quatre Chemins rejoignent le maquis. Le 15 juin, l'exploitant de la ferme de Roboeuf, considéré comme suspect, est arrêté par les maquisards.

La situation du maquis devient vite critique puisque le débarquement attendu n'a pas lieu : manque d'eau, manque d'armes, pas de parachutages (sauf un, récupéré vers la Sainte-Baume) et surtout la certitude que les Allemands se préparent à réagir. En effet, non seulement les mouvements d'hommes ne sont pas passés inaperçus, mais encore le CDL a appris que la femme de l'un des responsables de la mobilisation s'apprêtait à dénoncer l'affaire aux Allemands. L'ordre de dissolution du maquis est donné le 16 et, dans l'ensemble, cette phase délicate se déroule remarquablement bien. Mais, ce 16 juin, le groupe de jeunes gens qui se trouve à Roboeuf est intercepté par les Allemands qui stationnent à Château Chancel (Sainte-Anne d'Evenos). Les huit prisonniers sont fusillés le 17 juin à l'aube à La Rouvière, sous Le Castellet. Leurs corps ne seront retrouvés que le 18 septembre.

De plus, deux autres maquisards sont tués dans les bois de Méounes le 20 juin. D'autres résistants sont arrêtés. Il y a parmi eux Raoul Maunier dont la ferme servait de dépôt d'armes et qui ravitaillait les maquisards. Pris le 20 juin avec Orsoni sur dénonciation d'un jeune Belge, maltraité à Hyères, emprisonné à Toulon, il est jugé avec onze autres résistants le 6 juillet et condamné à mort. Transféré à Fresnes le 4 août avec ses camarades, il est libéré le 18 au cours des péripéties de l'insurrection parisienne

LE CHARNIER du Vallon des fusillés

La Résistance de Marseille et des Alpes-de-Haute-Provence subit de lourdes pertes en juin-juillet 1944. Elles sont provoquées par la trahison d'un officier Eric Seignon de Possel "Noël", parachuté pour diriger l'une des missions envoyées en Provence depuis le printemps 1944 (il avait été chargé d'établir une liaison par vedettes avec la Corse dans la région de La Ciotat). L'ensemble de cette trahison est consigné dans deux rapports, "Antoine" et "Catilina". Plusieurs organisations sont donc décapitées par la répression à la mi-juillet. Après avoir été emprisonnés, et souvent torturés, au 425 de la rue Paradis à Marseille, siège de la Gestapo, 29 de ces résistants, parmi lesquels de nombreux responsables régionaux, sont fusillés sur le territoire de Signes le 18 juillet. C'est une partie importante des élites de la Résistance provençale qui a été fusillée à Signes ce jour-là.

Citons parmi les victimes :

- Georges Cisson de Draguignan, l'une des plus belle figure de la Résistance varoise, chef régional du Noyautage des administrations publiques (NAP) et rédacteur de La Provence Libre journal des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) de Provence.
- Charles Boyer, juriste, ancien conseiller général d'Aups, résidant le plus souvent à Marseille, membre du réseau "La France au combat".
- le capitaine Rossi "Levallois", polytechnicien, chef des CFL (ancienne AS) et des FFI pour toute la région provençale (officier de l'Armée de l'Air, résistant dans la région de Toulouse, il avait pu s'évader de la citadelle de Sisteron où il était interné et avait été nommé chef FFI en mai 1944).
- Le commandant Chanay, "Michel", "Grand Michel", chef de la Mission interalliée, la plus importante des missions parachutées en Provence, devenu Délégué militaire régional (c'est-à-dire représentant de Londres) par intérim.
- Les membres du CDL des Basses-Alpes, tous arrêtés le 16 juin à Oraison où ils étaient réunis, après un simulacre d'investissement du village par de faux maquisards qui étaient en réalité des hommes de la Division Brandebourg (unité de lutte antimaquis composée de Français, généralement confondue avec la Milice). Parmi les membres du CDL, son président, Martin-Bret, l'un des fondateurs de la Résistance bas-alpine, conseiller général socialiste, François Cuzin, agrégé de philosophie, normalien, professeur d'abord à Paris (il participe au groupe de résistance de Sartre), puis à Toulon (où il participe à la création de Franc-Tireur), enfin à Digne où il devient membre du CDL, responsable du 2e bureau FFI et adhère à nouveau au PCF, Jean Piquemal, infirmier à l'hôpital de Draguignan,

licencié en 1941 parce que franc-maçon et syndicaliste et donc obligé de partir travailler à Digne, Roger Chaudon, adjoint du poète René Char pour l'organisation des parachutages dans la région de Forcalquier.

- Les deux frères BARTHELEMY, militants socialistes et des MUR de Marseille, dont un autre frère, Louis, est abattu par les Allemands au cours de son arrestation. Au même endroit, le 12 août, neuf autres résistants sont fusillés par les mêmes individus après avoir été arrêtés par la Gestapo et menés à Marseille. Parmi eux, François Pelletier, officier parachuté chargé des liaisons maritimes à Saint-Tropez et l'officier américain Muthular d'Erecalde qui attendait son embarquement avec lui.

Le 10 août, un autre drame s'était déroulé à Signes. La ferme de Châteauvieux qui servait de colonie de vacances abritait des jeunes gens désireux d'échapper aux réquisitions. Pour les occupants, elle était un repaire de "terroristes". Ils vinrent y perquisitionner. Plusieurs réfractaires qui s'y cachaient purent fuir, mais c'est en tentant de faire de même que le jeune Marcel Lapied fut abattu par les Allemands. La ferme fut pillée et incendiée. Le corps de la jeune victime fut porté directement au cimetière. Les gendarmes avaient été chargés de faire évacuer les rues et les Allemands avaient mis une mitrailleuse en batterie pour décourager toute tentative de manifestation.

La Libération

Elle a été marquée d'abord par la chute, le 13 août, d'un bombardier américain vers 7 h. et l'atterrissage sur le territoire de la commune de deux parachutistes qui ont réussi à sauter. Les Allemands, 25 environ, ont très vite cerné la colline, mais, avec la complicité des gendarmes, le groupe de Roger Remay, de M. Vernet et de "Juan" Tort a pu récupérer le pilote avant eux. Le deuxième aviateur sera sauvé le lendemain. Tous les deux, Rodolph Ostermeller et le lieutenant Burg, sont soignés par le docteur Sauvet, lui aussi replié de La Seyne et membre d'un mouvement de Résistance (le Front national qui n'a rien de commun avec le parti d'extrême droite d'aujourd'hui, bien entendu). Les Allemands ont trouvé le corps de l'un des passagers de l'avion, mais sont furieux d'avoir été joués. Ils menacent d'incendier le village et de prendre des otages.

Le même jour, sans doute le soir, le territoire de la commune est rejoint par le groupe "Gédéon" qui entre en contact à La Lucrèce avec les résistants de Signes. Il s'agit d'un groupe de six marins parachutés à Brue-Auriac le 12. Leur mission consiste à venir soutenir à Toulon la mission "Sampan" qui doit essayer d'empêcher la destruction du port par les Allemands. Le groupe est commandé par l'enseigne de vaisseau Jean Ayral "Gédéon", remarquable résistant qui a déjà accompli plusieurs missions en France en tant qu'officier d'opération de Jean Moulin, détaché par lui à Paris auprès du colonel Manhès, son délégué en zone occupée. Le groupe est bloqué à Signes et participe aux opérations de la Libération avec les FFI et les deux Américains. Le village est libéré le 18 après l'évacuation des occupants. Le lendemain, le contact est pris avec l'avant-garde américaine. Parachutistes et FFI nettoient les bois des environs et participent aux opérations qui conduisent à

l'encerclement de Toulon par Les Routes. Ayrat est tué le 21 lors des combats de la Libération de la ville, au quartier des Routes, par erreur, par ses propres compagnons du Bataillon de Choc. Pendant ce temps les FFI participent aux opérations vers Sainte-Anne d'Evenos. Mais le fort de Nèbre contre-attaque et arrête la progression des libérateurs avant de tomber à son tour. Les FFI ont tué 25 Allemands et faits 13 prisonniers.

Le Comité local de Libération prend la mairie le même jour, le 19. Il forme une délégation municipale de 14 membres présidée par Alphonse Rousset. L'un de ses premiers actes est symbolique, mais très significatif de la volonté républicaine des nouveaux dirigeants du village. Le 20 août, plusieurs noms de rues sont modifiés : la Place du marché prend le nom du général de Gaulle, la rue bourgade, celui de Churchill, la rue Marseillaise devient rue de la République, la rue Droite, rue de la Libération, la rue Saint-Jean, rue de Moscou et le quartier Briançon, quartier Roosevelt.